



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**Séance du lundi 28 février 2022**

**Nombre de conseillers en exercice : 33**

Extrait de la délibération affiché le **03 mars 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le vingt-huit février à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 février 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

**Étaient présents : 31**

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Christel **BOUBERT**, Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Éric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliko **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

**Excusés ayant donné pouvoir : 2**

Yannick **LE COQ** donne pouvoir à Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**

Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 28 février 2022

2022.02/38

### HABITAT – PLAN DE RELANCE – AIDE A LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION DURABLE - CONTRAT – SIGNATURE - AUTORISATION

**Monsieur Damien GUILLARD, Adjoint au Maire** – Dans le cadre du plan France Relance, et pour répondre au besoin de logement des Français, l'Etat accompagne la relance de la construction durable à travers un dispositif de contractualisation sur les territoires caractérisés par une tension du marché immobilier.

Ce dispositif est destiné à soutenir l'effort de construction de logements des communes dans le respect des objectifs de sobriété foncière. La commune de Montivilliers est éligible à ce dispositif d'aide.

L'attribution de cette aide est conditionnée à la signature d'un contrat entre l'Etat, la Communauté urbaine et les communes volontaires. Le contrat fixe, pour chacune des communes signataires, les objectifs de production de logements en cohérence avec les objectifs inscrits au programme local de l'habitat.

Les objectifs de production par commune tiennent compte de l'ensemble des logements à produire, faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022.

Le contrat de relance de la construction de logements devra être signé avant le 31 mars 2022.

Le montant prévisionnel de l'aide est établi au regard de l'objectif de production de logements, sur la base des autorisations de construire. Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- Opération d'au moins 2 logements ;
- Densité minimale de 0,8 (surface de plancher de logements / surface de terrain).

Le montant de l'aide est de :

- 1 500 € par logement ;
- Un bonus de 500 € par logement est accordé pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surface d'habitation.

L'aide ne sera pas versée si la commune n'atteint pas l'objectif fixé de production de logements.

Afin de permettre aux communes éligibles du territoire de bénéficier de ce dispositif, il convient de valider la signature du contrat de relance qui doit être signé entre l'Etat, la Communauté urbaine et les communes. La Ville de Montivilliers s'engageant dans un objectif de 26 logements à produire, faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée d'ici le 31 août 2022.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le plan national de relance et de résilience de la France adopté le 13 juillet 2021 par l'Union européenne ;

**VU** la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 ;

**VU** la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

**VU** le courrier du préfet de Seine-Maritime du 18 novembre 2021 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire Le Havre Seine Métropole du 3 février 2022 ;

**CONSIDÉRANT**

- Que dans le cadre du plan de relance, l'Etat accompagne les collectivités territoriales à travers une aide à la relance de la construction durable ;
- Que l'attribution de cette aide est conditionnée à la signature d'un contrat entre l'Etat, la Communauté urbaine et les communes volontaires ;
- Que le montant de l'aide est de 1 500 € par logement avec un bonus de 500 € par logement accordé pour les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surface d'habitation ;
- L'intérêt pour la ville de Montivilliers de conclure ce contrat de relance de la construction de logements en s'engageant dans un objectif de 26 logements à produire faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée d'ici le 31 août 2022.

**Sa commission municipale n° 6 Attractivité du territoire et Urbanisme réunie le 1<sup>er</sup> février 2022, ayant donné un avis favorable ;**

**VU** le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'aménagement urbain durable, de l'habitat digne et des grands projets ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'autoriser** Monsieur le maire ou son représentant à signer le contrat de relance de la construction de logements entre la ville de Montivilliers, l'Etat et la Communauté urbaine.

**Imputation budgétaire**

Exercice 2022

Budget Principal

Sous fonction et rubriques : 020

Nature et intitulé : 747418 – Participations – Etat – Autres

Montant maximum de la recette éventuelle : 39 000 €

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

**Pour : 33**

**Contre : 0**

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*